

## SOMMAIRE

Liste des auteurs des contributions	V
Liste des abréviations, acronymes et sigles	IX
Sommaire	XV
Avant-propos, par Fabrice PICOD	1

### I<sup>ère</sup> PARTIE À LA RECHERCHE DES « STATUTS » DE L'ÉTAT TIERS

I. REGARDS CROISÉS	7
L'État tiers appréhendé par le droit de l'Union européenne, par Isabelle BOSSE-PLATIERE et Cécile RAPOPORT	9
Regard décalé de l'internationaliste : la notion internationale d'État tiers relativisée par le droit de l'Union européenne, par Marie-Clotilde RUNAVOT	41
II. LES STATUTS ET QUALIFICATIONS ACCORDÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE AUX ÉTATS TIERS	63
Existe-t-il un statut d'État associé à l'Union européenne ?, par Catherine FLAESCH-MOUGIN	65
Le Tiers « partenaire stratégique », par Antoine SAUTENET	105
Le concept d'État tiers avancé : à la recherche d'un statut juridique, par Hamid KADDOURI	115



II<sup>ème</sup> PARTIELES FORMES DE PARTICIPATION AU SYSTÈME  
DE L'UNION CONSENTIES AUX ÉTATS TIERS

## I. DIMENSIONS INSTITUTIONNELLES 139

La protection juridictionnelle de l'État adhérent,  
par Laurent COUTRON 141

Le statut contentieux des États tiers devant  
la juridiction de l'Union : Quelle(s) évolution(s)  
souhaitable(s) et envisageable(s) ?, par Claudie  
WEISSE-MARCHAL 159

La participation des États tiers aux agences et aux  
programmes de l'Union européenne, par Constance  
CHEVALLIER-GOVERS 185

## II. DIMENSIONS MATÉRIELLES 213

La participation des États tiers aux politiques  
internes de l'Union, par Claude BLUMANN 215

La participation des États tiers à l'espace de liberté,  
de sécurité et de justice, par Marie GAUTIER 239

La participation des États tiers aux opérations  
de gestion de crise de l'Union européenne,  
par Catherine SCHNEIDER 255

III<sup>ème</sup> PARTIEÉTATS MEMBRES/ÉTATS TIERS :  
OÙ PASSE LA FRONTIÈRE ?I. LES ÉTATS TIERS MATÉRIELLEMENT  
INTÉGRÉS AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE 297

L'accord sur l'Espace économique européen, porteur  
d'un statut propre d'État tiers, par Eleftheria NEFRAMI 299



<b>La C.J.U.E. et le Tribunal fédéral suisse, « interprètes du droit de l'U.E. » : quelles incidences dans l'intégration matérielle de la Suisse ?, par Clémentine MAZILLE</b>	323
<b>Les micro-États tiers européens et le droit de l'Union, par Stéphanie MILLAN</b>	347
<b>II. LES ÉTATS TIERS ET L'ÉVOLUTION DE L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE</b>	367
<b>Contribution des États tiers – candidats à l'élaboration du droit primaire de l'Union européenne, par Vladimir TYC</b>	369
<b>Le statut d'État tiers envisagé à travers la protection des droits de l'homme, par Béatrice DELZANGLES</b>	379
<b>III. L'ÉTAT TIERS : ENTRE INTÉRIORITÉ ET EXTÉRIORITÉ</b>	407
<b>Le « régime spécial d'association » des PTOM : entre extériorité et intériorité, par Danielle PERROT</b>	409
<b>L'ex-État membre de l'Union européenne : un État tiers comme les autres ?, par Christine GUILLARD</b>	443
<b>Conclusions, par Marc BLANQUET</b>	467